



Mondialisation et Développement

Partie 5



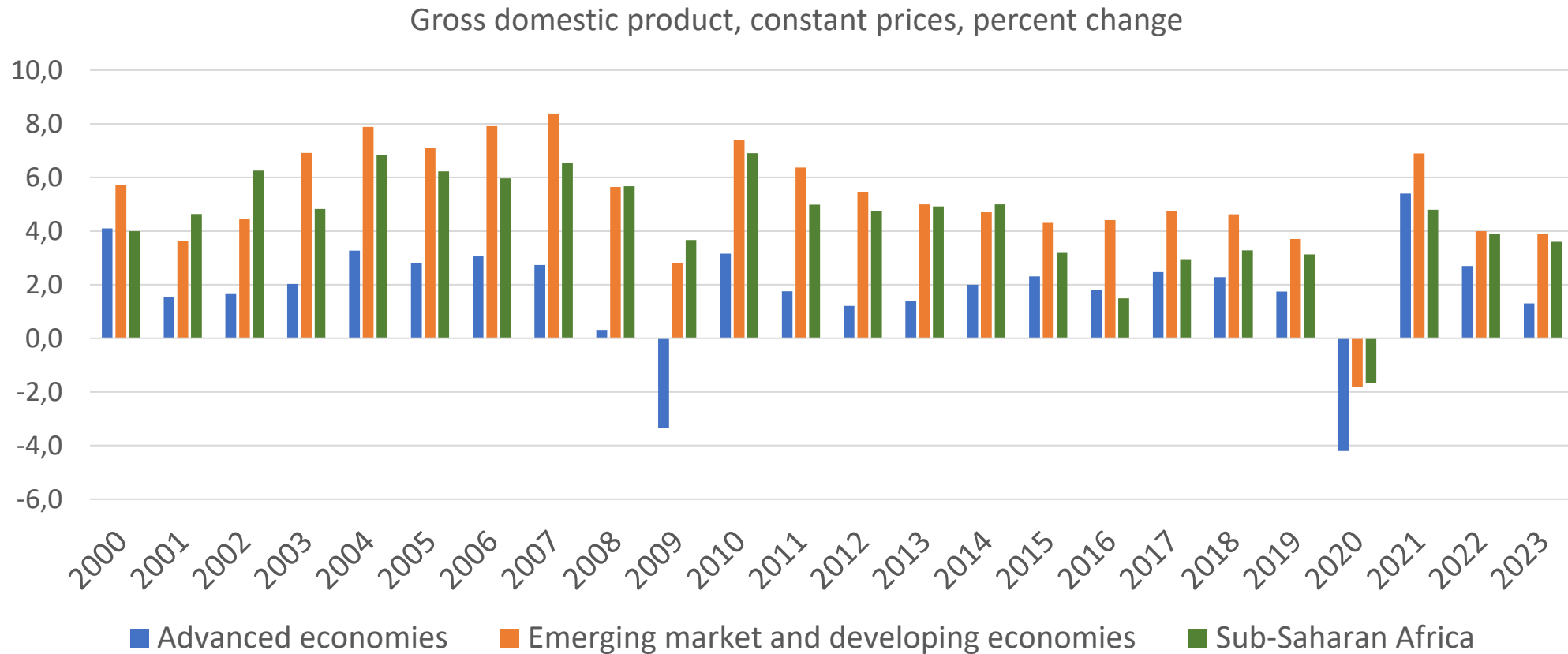
Plan

Introduction-Prologue

1. Les exportations de matières premières favorisent-elles le développement?
2. L'insertion des PED dans la chaîne mondiale de valeur (GVC).
Les “zones franches d'exportation”
3. Un modèle de croissance par les exportations.
Le “miracle chinois”

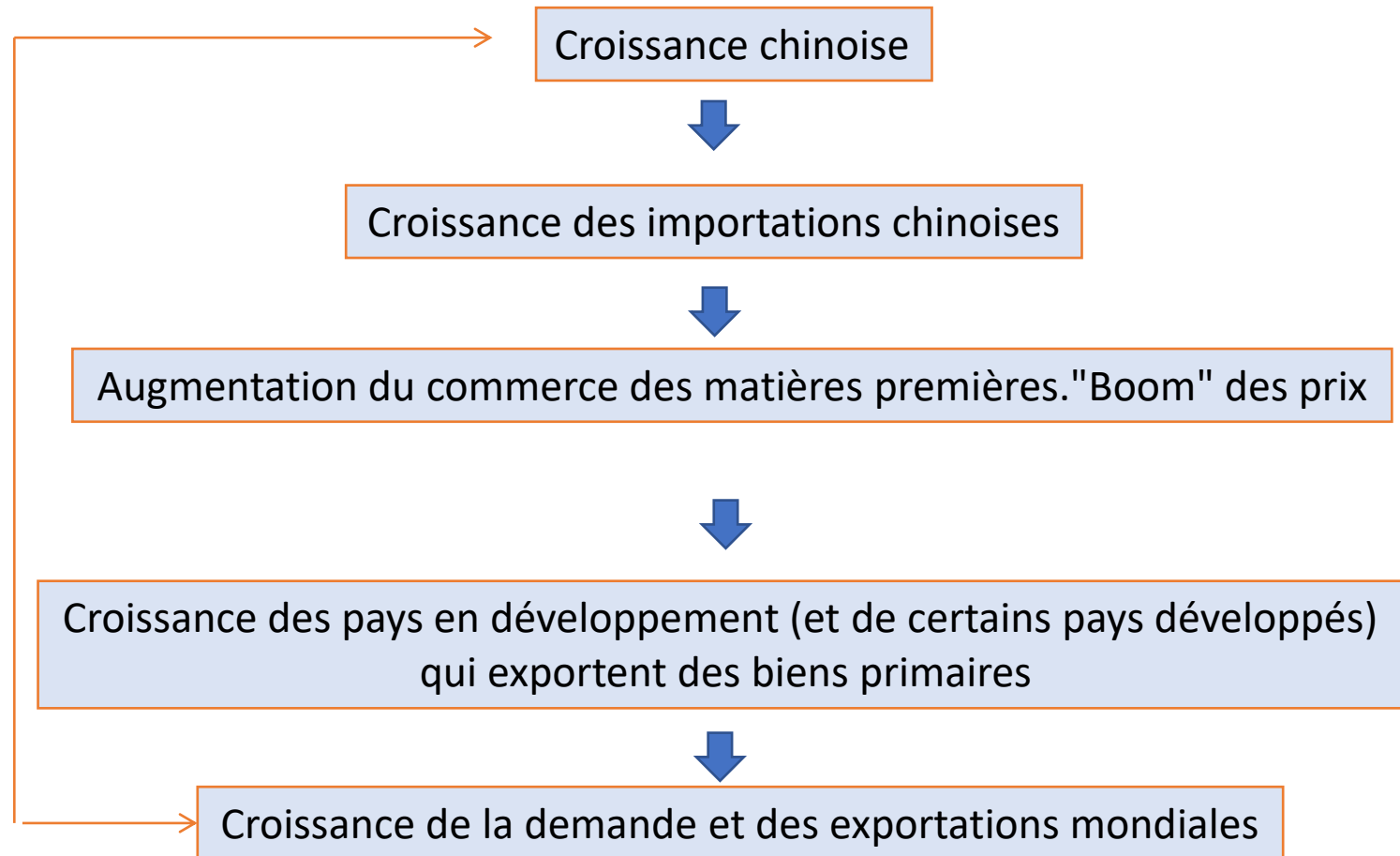
Années 2000 : Une croissance plus forte des PED

(taux de croissance annuelle du PIB)



Les " 20 glorieuses " : années 1990-2008

La « locomotive chinoise »



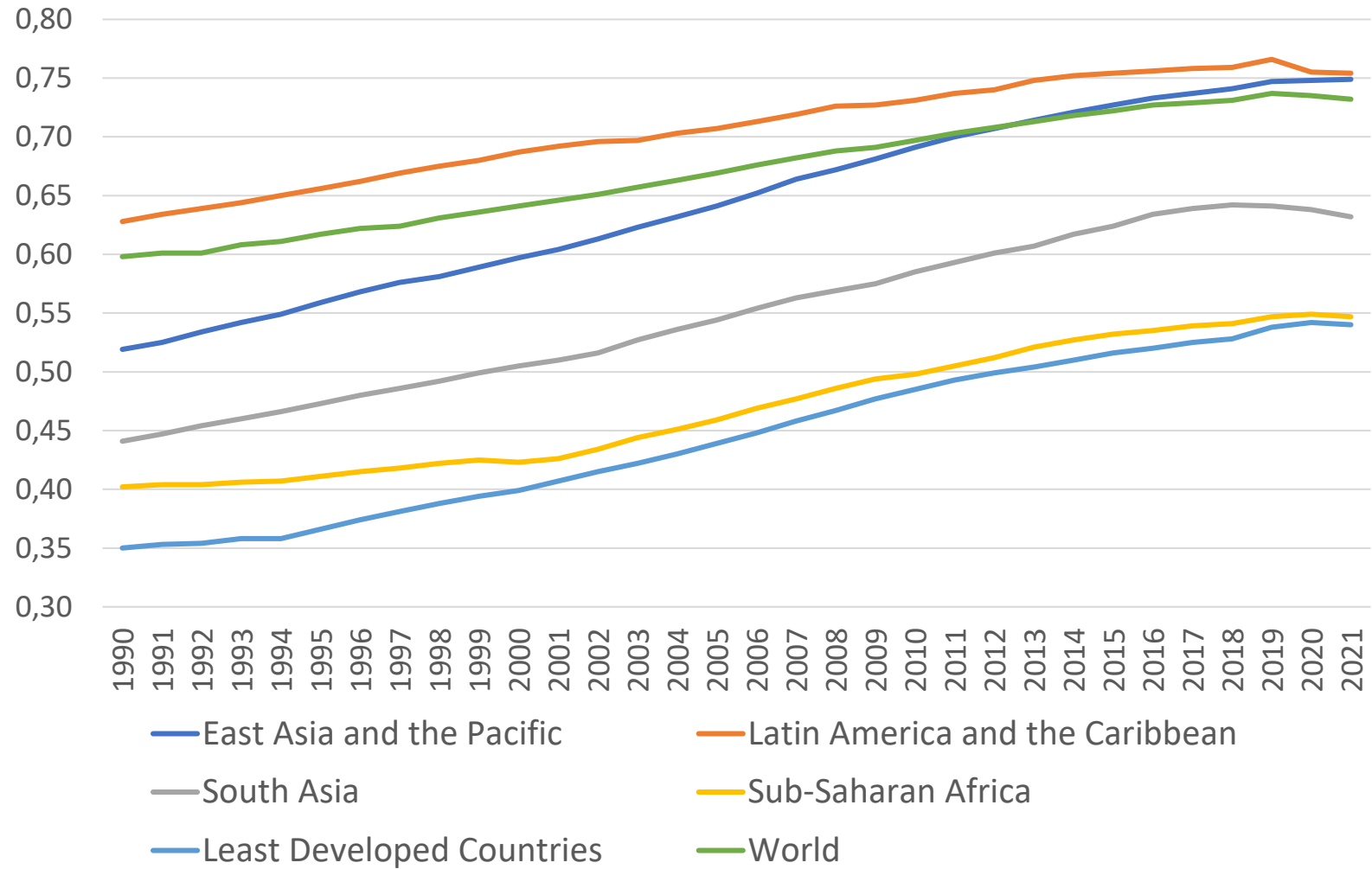
Autre indicateur : L'indicateur de développement humain (IDH)

$$IDH = \frac{\text{Longévité} + \text{Education} + \text{niveau de vie}}{3}$$

- indice de longévité (espérance de vie),
- Éducation : alphabétisation et taux d'éducation
- niveau de vie : PIB par tête en PPA

IDH dans le monde (carte) : <http://www.hdr.undp.org/en/countries>

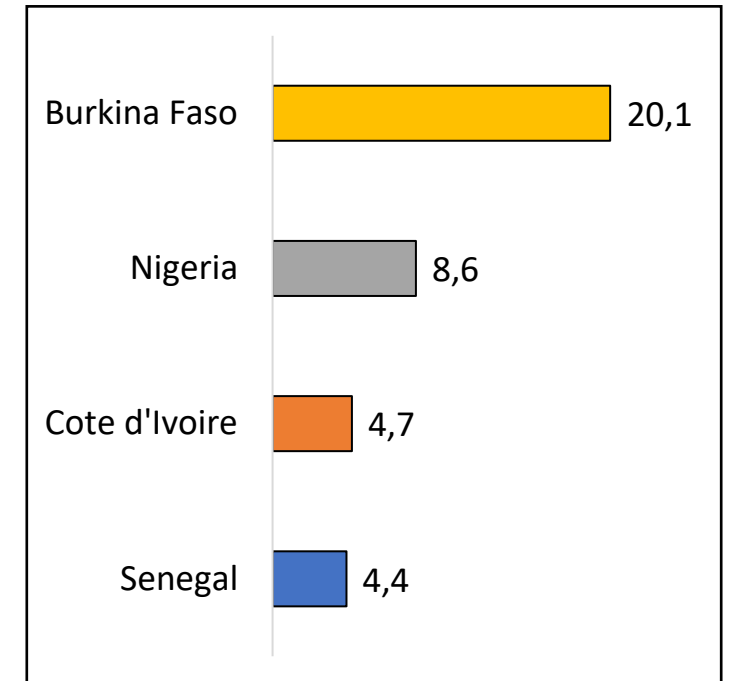
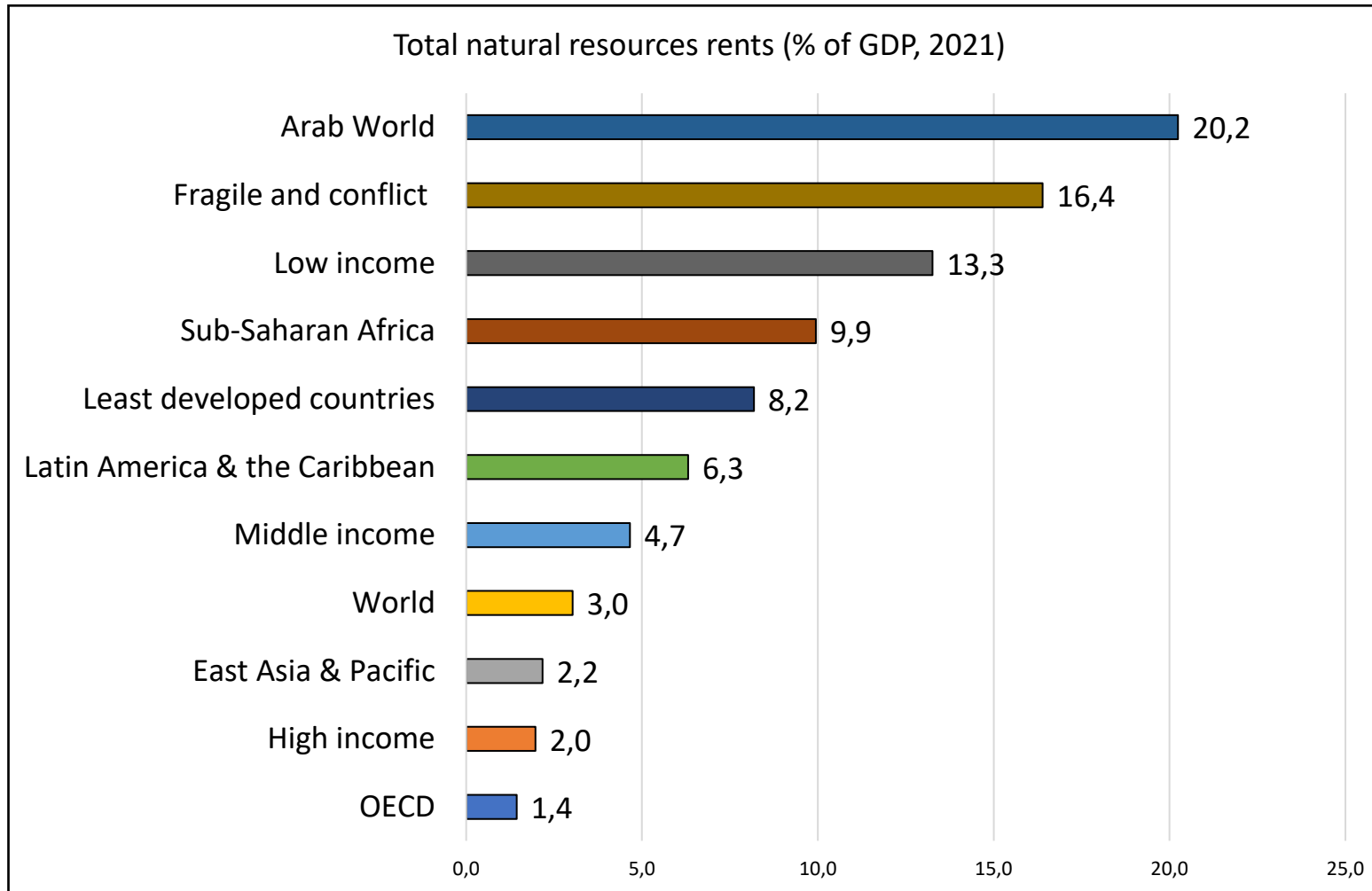
IDH/HDI



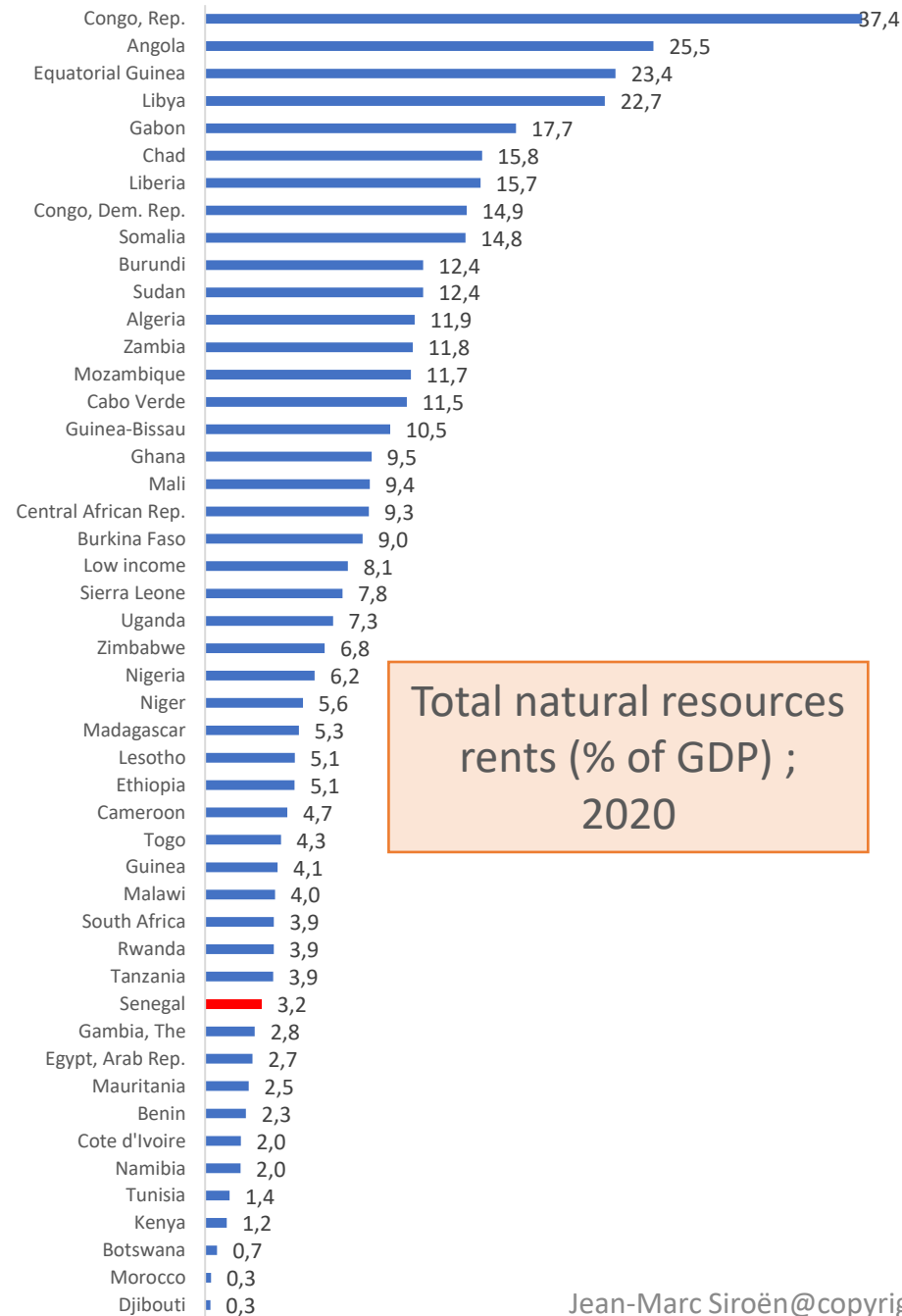


1. Les exportations de
matières premières
favorisent-elles le
développement?

La part des ressources naturelles dans le revenu (par grandes zones et pays africains, 2021)

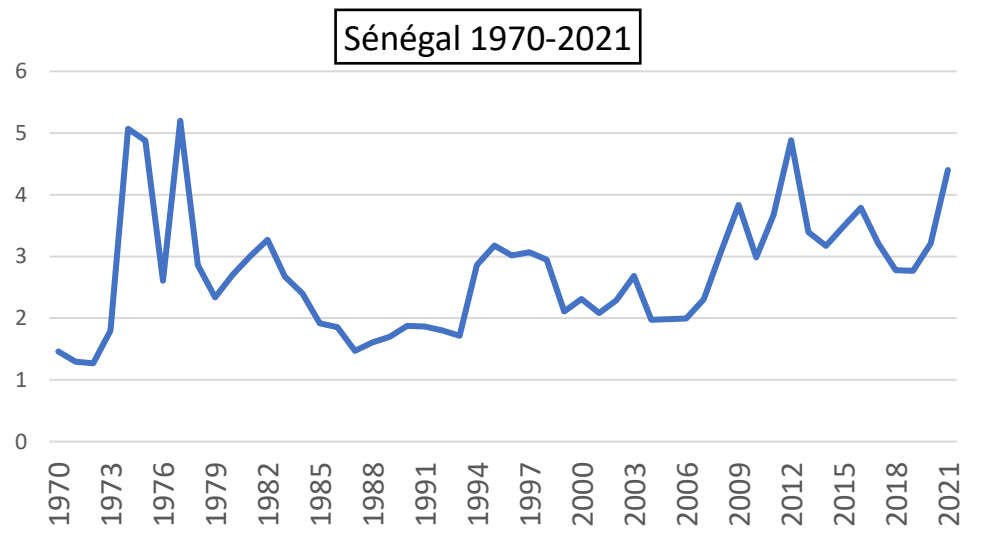


Source : <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=world-development-indicators#>



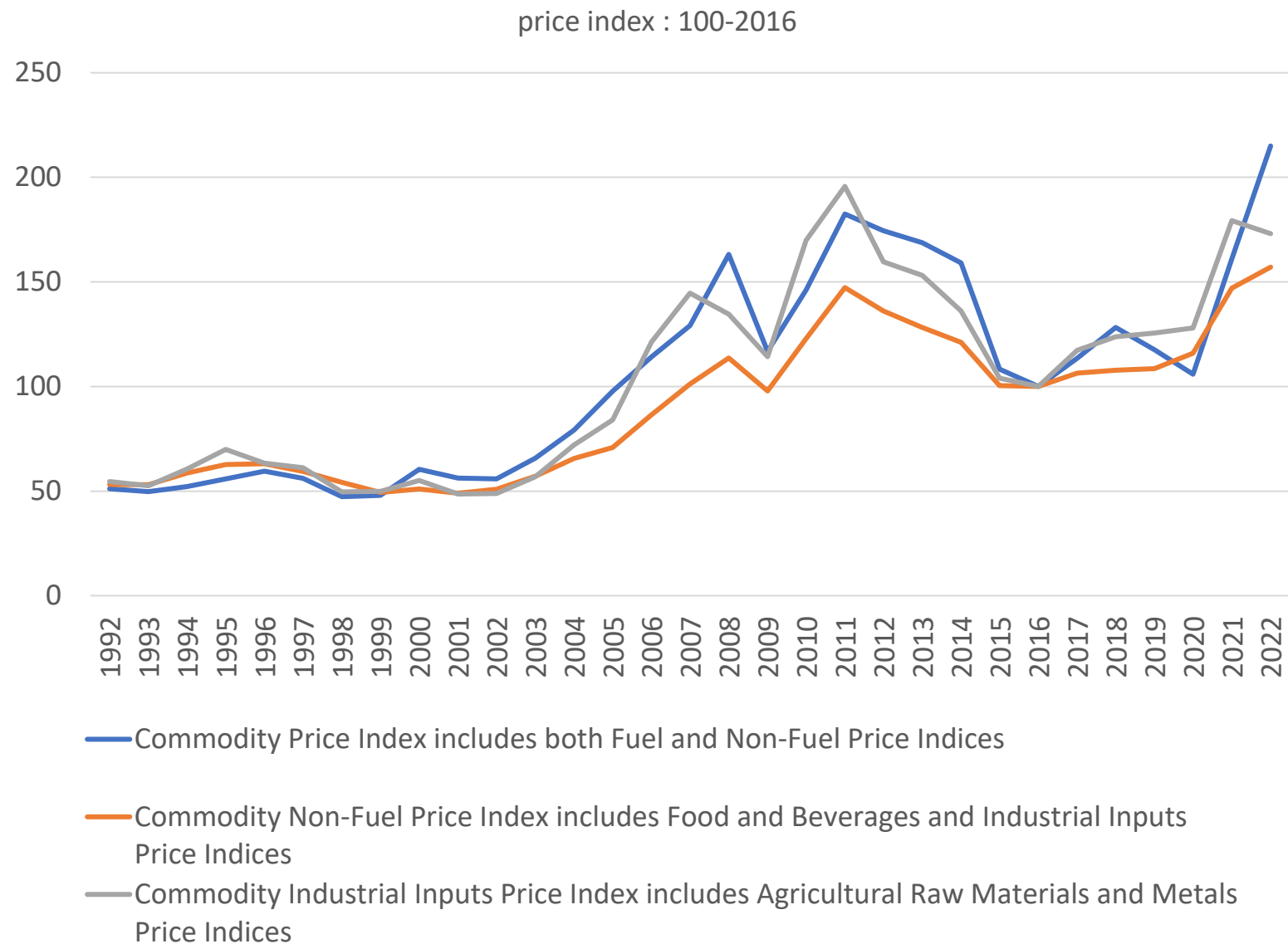
Total natural resources rents (% of GDP) ; 2020

La part des ressources naturelles dans le revenu (pays africains)

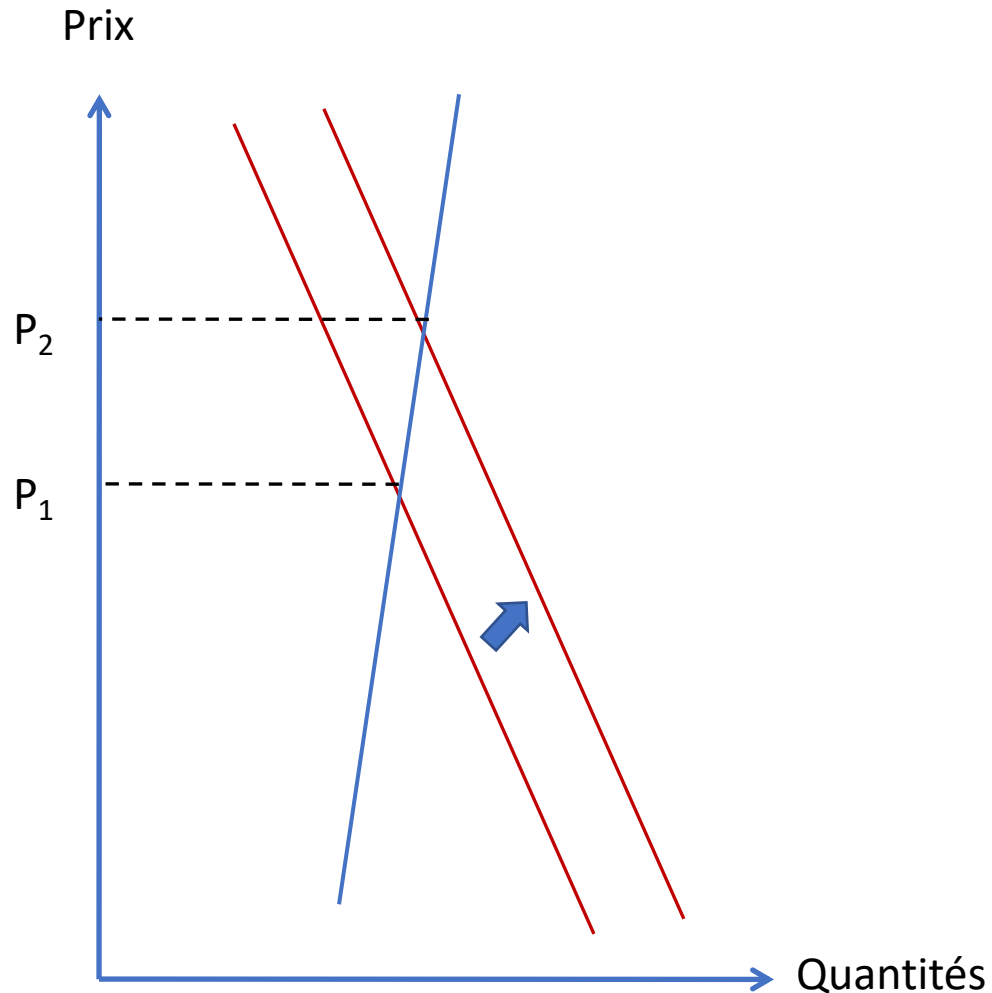


Source : <https://databank.worldbank.org/reports.aspx?source=world-development-indicators#>

L'instabilité du prix des matières premières (100=2016)



La fluctuation du prix des matières premières



Très faible élasticité- prix de l'offre et de la demande :
- La production et la demande réagissent peu aux prix

$$\varepsilon = \frac{\frac{\Delta Q}{Q}}{\frac{\Delta P}{P}} = \frac{\Delta Q}{\Delta P} \times \frac{P}{Q}$$

Les facteurs d'offre et de demande

Offre

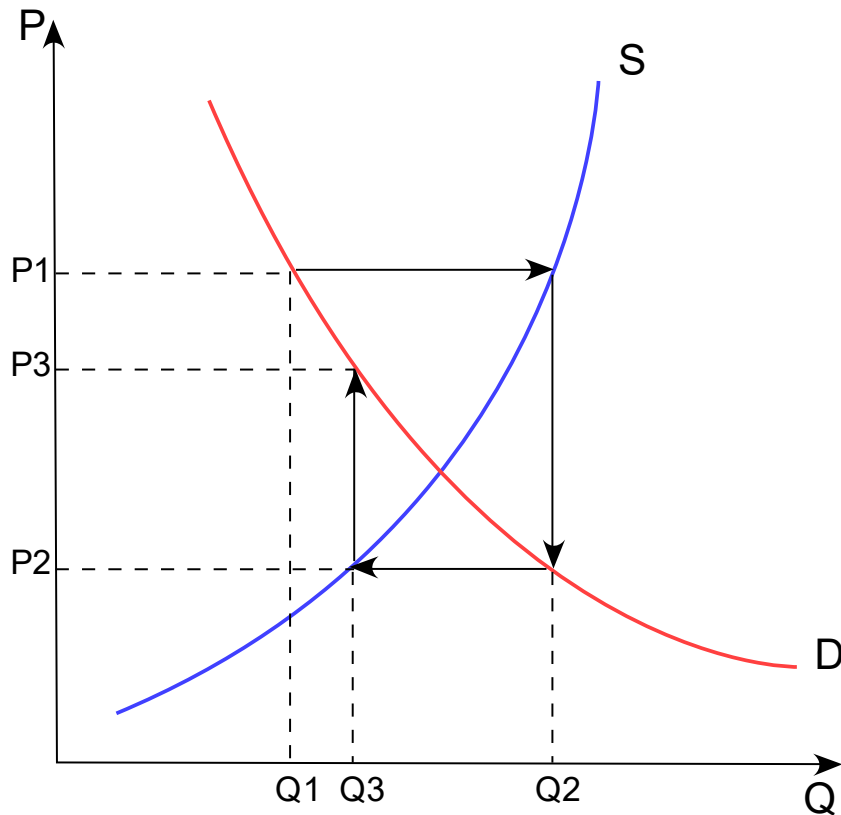
- Investissements cumulés
- Évènements géopolitiques, guerres
- Conditions climatiques et catastrophes naturelles
- Substitution (ex: biens alimentaires vs bioénergies)
- Épuisement (terres, réserves,...)
- Cartellisation (OPEP)

Demande

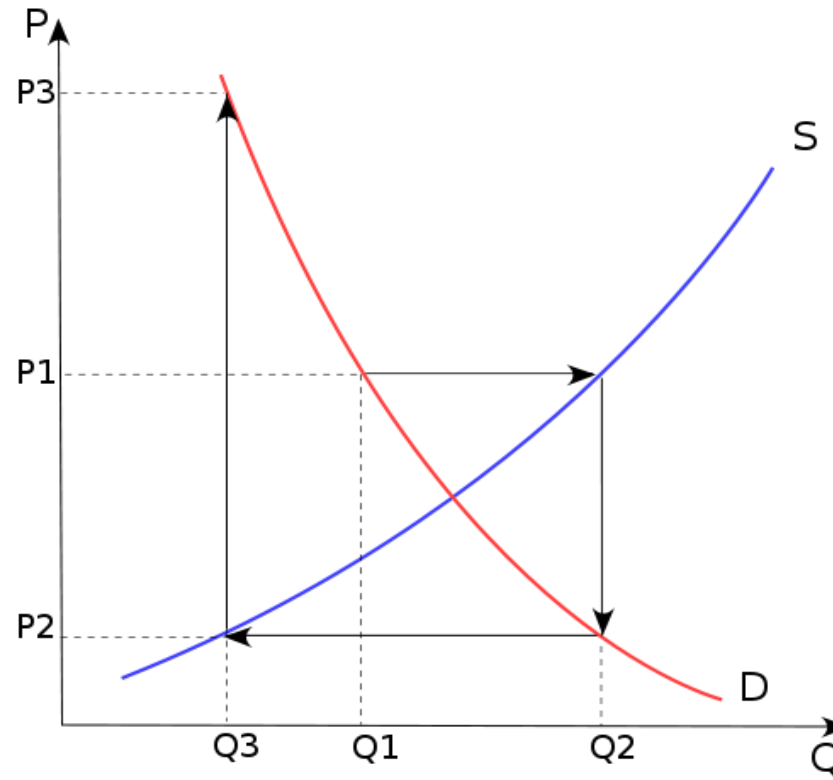
- Conjoncture mondiale
- Modification des structures de consommation des pays émergents (Chine,...)
- Phénomènes spéculatifs

« Toile d'araignée » (cobweb)

Convergence

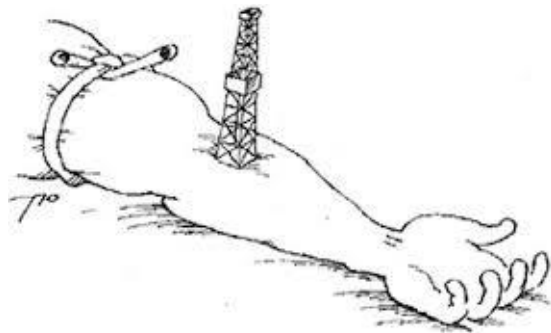


Divergence



- Délai entre la prise en compte de la demande et la réalisation de l'offre
- Décisions décentralisées (pas de communication entre les producteurs)

Concerne la production agricole, la mise en service de gisements, ...



Le « mal hollandais »

Au XVII^e siècle l'afflux d'or et d'argent en Espagne et au Portugal qui avait provoqué des effets similaires et l'appauvrissement durable de ces pays

Dans les années 60, les Pays-Bas ont enregistré une hausse de leur revenu après la découverte de gaz naturel.

Ce « choc » apparemment positif a eu des répercussions négatives : le florin a pris de la valeur et les exportations non gazières ont perdu en compétitivité.

Le « mal hollandais » peut être provoqué par tout choc d'entrées massives de devises (excédent de la balance des paiements) dû notamment à la découverte d'un gisement, la hausse du prix des matières premières, un accroissement de l'aide, les IDE, les « remises » des migrants

Les mécanismes du mal hollandais

- Afflux de devises converties en monnaie locale.
- Augmentation de la demande de biens (notamment biens non échangeables)

Taux de change fixe

- Augmentation de la masse monétaire
- Hausse des prix et du taux de change réel (1\$ achète moins de biens)

Taux de change flexible

- Offre de devises sur le marché des changes
- Appréciation du taux de change

- Baisse de compétitivité des produits exportés
- Réorientation du capital et du travail vers le secteur des biens non échangeables ou du secteur à l'origine du « mal » (pétrole) au détriment du secteur exportateur

Les conséquences du « mal hollandais »

Les conséquences

- Perte de production et d'emplois dans le secteur ouvert à la concurrence internationale
- Si renversement (épuisement des réserves, chute du prix,...) : généralisation de la crise à tous les secteurs.
- Augmentation de la masse monétaire pouvant dégénérer en hyper-inflation (Venezuela)

Les politiques préventives

- Utiliser les excédents de devises pour importer des biens d'investissement ou réaliser des infrastructures
- Conserver les devises en réserves en les « stérilisant » (compenser les effets de la conversion en devises par une baisse des autres sources de création monétaire)
- Placer les excédents sur les marchés internationaux de capitaux via des « fonds souverains » (Norvège, pays du Golfe, ..)

La malédiction des matières premières

Les pays en développement dotés d'abondantes ressources naturelles (pétrole, gaz, diamants, ...) affichent de moins bonnes performances que les pays dépourvus de ressources, en termes de croissance économique, de gouvernance ou d'indicateurs sociaux. Corrélation entre abondance de ressources naturelles et régimes autocratiques.

Malédiction économique

- Instabilité du prix des matières premières
- Mal hollandais
- Le secteur extractif a peu d'effets d'entraînement sur les autres secteurs économiques. L'exploitation pétrolière ou minière utilise peu de main-d'œuvre.

Indicateur de gouvernance :

<https://resourcegovernanceindex.org/country-profiles>

Malédiction politique

- « Pillage » des ressources (faiblesse des droits d'extraction)
- Redistribution de la rente extractive à des groupes influents dans le but de se maintenir au pouvoir.
- Finance le budget (à la place de l'impôt) : moindre contrôle par les institutions et les citoyens.
- Lutte pour l'accaparement des richesses : instabilité politique, guerres civiles.
- Source de financement qui contribue à prolonger la durée des guerres civiles

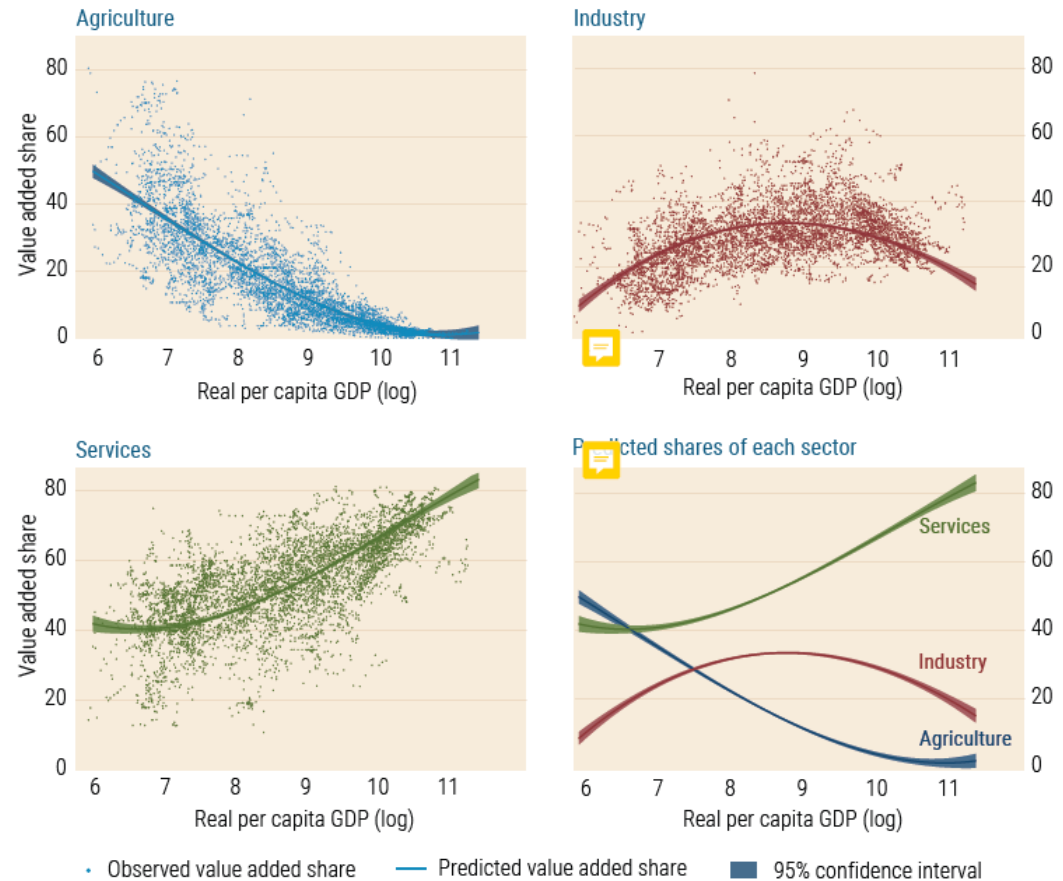


2 – L’insertion des PED dans la chaîne mondiale de valeur (GVC). Les “zones franches d’exportation”

Secteurs et croissance

Figure II.1

Structural transformation: sectoral shares of value added according to real per capita GDP, 1970–2018



Source: UN DESA, based on data from United Nations Statistics Division and Feenstra, Inklaar and Timmer (2015).

Note: The dataset includes annual data for 125 countries. The fitted line shows the predicted share in value added for a given level of GDP per capita following the methodology of Herrendorf, Rogerson and Valentini (2014).

<https://www.un.org/en/desa/world-social-report-2021>

RAPPEL - Globalisation et spécialisation verticale

- Décomposition internationale des processus de production
- Un bien industriel assemble un nombre élevé de composants importés issus eux-mêmes d'un processus de production fragmenté....
- Associée au développement des IDE, de la sous-traitance, des zones franches, du trafic de perfectionnement passif...
- Spécialisation par tâches plutôt qu'en produits

Vocabulaire

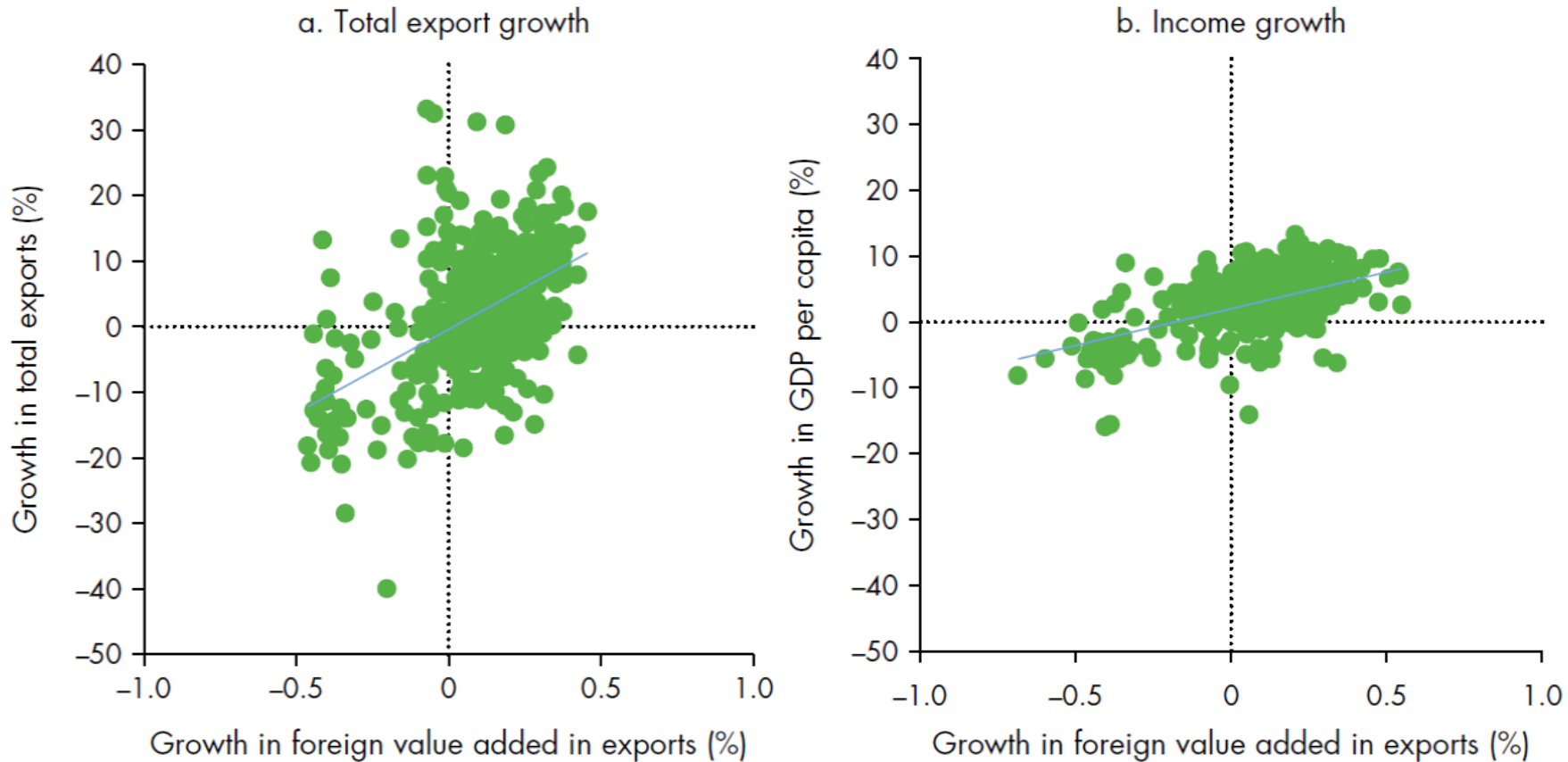
- Vertical trade (specialization)
- Trade in tasks
- Value chains
- Trade in value added
- Outsourcing/offshoring
- Production network



Probable diminution du contenu en valeur ajoutée nationale des exportations

Référence : *World Development Report 2020 : Trading for Development in the Age of Global Value Chains*, World Bank
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32437/9781464814570.pdf?sequence=63&isAllowed=y>

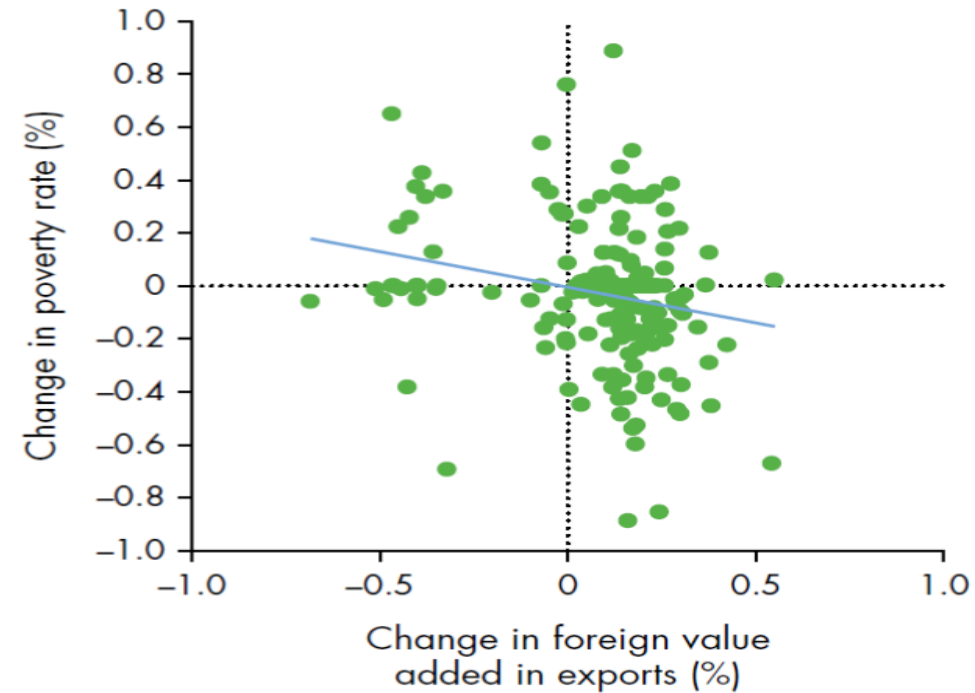
Figure 3.1 GVC participation is associated with growth in exports and incomes



Source: WDR 2020 team, using data from World Bank's WDI database. See appendix A for a description of the databases used in this Report.

Note: Each dot is a country-year observation. In both panels, the x-axis is the average annual growth in foreign value added in exports between 1990 and 2015. In panel a, the y-axis is the average annual growth in total exports between 1990 and 2015. Total export growth includes exports of goods and services. In panel b, the y-axis is the average annual growth in per capita GDP in purchasing power parity terms between 1990 and 2015. *R*-squared is 0.73 for total export growth and 0.25 for GDP per capita growth.

Figure 3.10 GVC participation is associated with poverty reduction



Sources: WDR 2020 team, using data from Eora and World Bank's WDI database.

Note: Each dot is a country-year observation. The x-axis is the average annual growth in foreign value added in exports between 1990 and 2015. The y-axis is the average annual growth in the poverty rate between 1990 and 2015. The poverty rate is measured as a percentage of the population living on less than \$5.50 a day (in 2011 international prices).

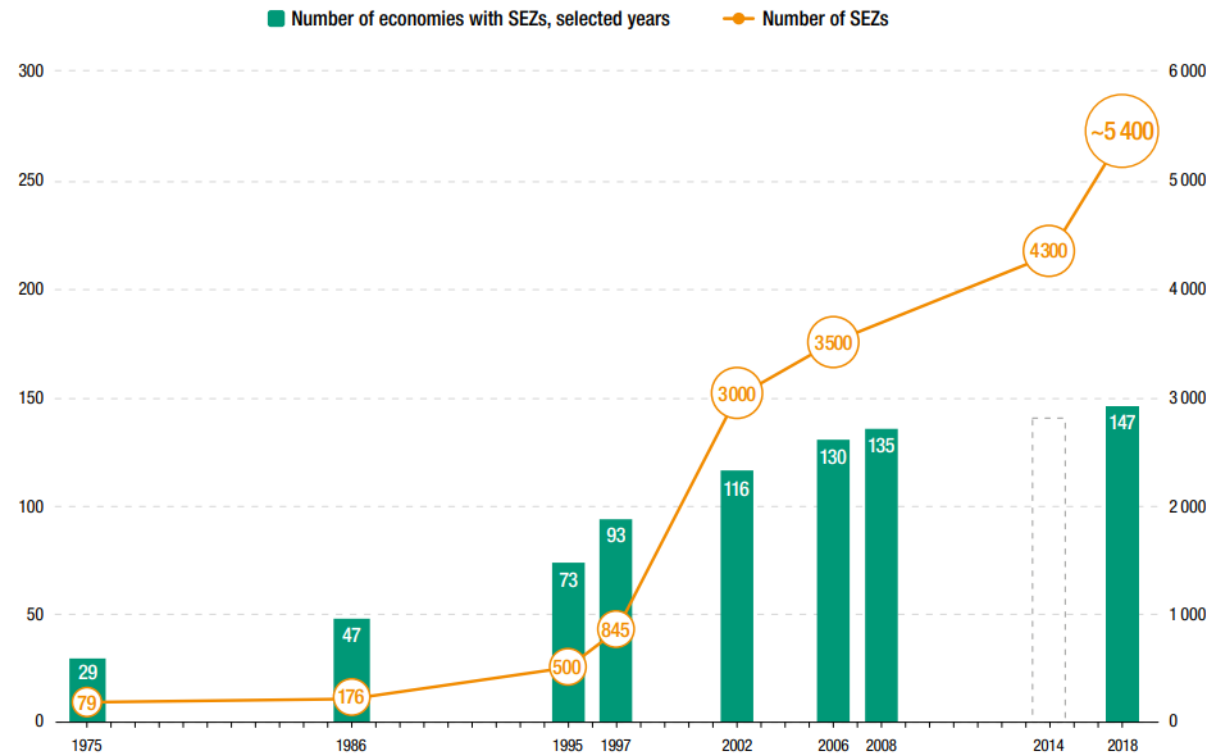
Zones franches d'exportation : définition et diversité

**Zones Franches d'Exportations (ZFE)
ou Export Processing Zones (EPZs) :**
transformation des intrants importés
avant l'exportation d'un produit
transformé

- **Plusieurs définitions des zones franches en se référant à leurs caractéristiques**
 - ✓ Forme géographique (concentrée –SEZ (Shenzhen)- ou entreprises points francs ou *free points* (*Maquiladoras mexicaines*))
 - ✓ Type d'entreprise (transit, transformation, stockage, commerce, etc.)
 - ✓ Spécialisation sectorielle (service, technologie, logistique, construction, montage, etc.)
- **Caractéristiques communes :**
 - ✓ Exceptions à la politique tarifaire (importations et exportations) et/ou fiscale (TVA, impôt sur les sociétés,...)
 - ✓ Dérogations aux réglementations nationales
- **Conditions d'exportation et restrictions sur les ventes sur le marché intérieur :**
 - ✓ Exigence d'une part d'exportation de 100 % sans accès au marché intérieur
 - ✓ Exigence de x% de part d'exportation.
 - ✓ Aucune exigence (ex. Uruguay, Thaïlande, etc.).
- **Infrastructures :** ports/aéroports, logistique, bâtiment, entrepôts
- **dédouanement simplifié**
- **Principaux secteurs concernés :** textile (Madagascar, Chine, Bengla Desh), électronique (Chine, Maurice, Malaisie,...), automobile...

Tendance historique au développement des zones franches

Figure IV.1. | Historical trend in SEZs (Numbers of countries and SEZs)



Source: UNCTAD.

Note: The trend is indicative only. Historical estimates are based on ILO (2014) for 1975, 1986, 1995, 1997, 2002 and 2006; FIAS (2008) for 2008; *The Economist* (2015) for 2014; and UNCTAD for 2018. Scope and definitions of the various estimates across years may differ.

Table 1. Distribution of free zones and special economic zones by major geographical area in 2019

	Number of free zones (Bost database)	Percentage of total	Number of SEZs (UNCTAD)	Percentage of total
Global	2 296	100	5 383	100
Developed economies	295	12.9	374	7
<i>United States</i>	191	8.30	262	4.70
<i>Europe</i>	85	3.70	105	2
Developing economies	1 869	81.40	4 772	88.60
Africa	215	9.40	237	4.40
Asia	1 196	52	4 046	75
<i>Philippines</i>	385	16.80	528	9.80
<i>China</i>	135	5.90	2 543	47.20
<i>Malaysia</i>	45	2	45	0.83
<i>India</i>	231	10	373	7
<i>United Arab Emirates</i>	47	2	47	0.90
Oceania	1	0.04	3	0.05
Latin America and the Caribbean	457	19.90	486	9
<i>Colombia</i>	101	4.40	101	
<i>Dominican Republic</i>	71	3.10	73	1.30
Transition economies	132	5.70	237	4.40
<i>Russia</i>	39	1.70	130	2.40

Source: Bost F., 2019, University of Reims and UNCTAD, World Investment Report 2019.

Note: This table includes single factory free zones but does not include free points.

ZFE et « *Global Value Chain* »

ZFE

- Pas nouveau mais forte accélération et réorientation industrielle à partir des années 1980 ...
- ... Favorisée par l'ouverture commerciale des pays émergents et en développement à faibles coûts salariaux...
- ... Et leur politique d'attractivité des firmes multinationales (*offshoring* et *outsourcing*)
- Forte augmentation de la part des pays avec ZFE dans le commerce mondial (15% en 1990, 32% en 2016)

GVC

- Division internationale « verticale » du travail : spécialisations à certaines étapes du processus de production.
- Évolution technique : processus de production décomposables (électronique) , coûts de transports et de transaction faibles.
- Spécialisation des pays émergents et en développement dans les tâches intensives en travail : assemblage de biens intermédiaires importés.

ZFE/EPZ et politique commerciale : libre-échange ou protectionnisme ?

Libérale

- Les zones franches sont avant tout une exonération des droits sur les biens importés.
- L'intérêt des zones franches est d'autant plus élevé que les droits sont élevés
- Ouverture à la concurrence des entreprises nationales productrices de biens intermédiaires (quand elles existent)

Protectionniste

- Un pays ouvert aux échanges n'a pas besoin d'EPZ (Singapour,...)
- Les EPZ maintiennent la protection du secteur producteur de bien final.

Les ZFE/EPZ : solutions de
« second best »

ZFE, GVC et Développement

- **Prolifération des zones franches avec des politiques favorables au commerce dans les pays en développement et émergents**
- **On s'attend à ce que les zones franches aient un impact positif sur le développement économique**
 - ✓ « Effets catalytiques » : Liens entre les zones franches industrielles et le reste de l'économie (par exemple, retombées de la connaissance)
 - ✓ Insertion dans les chaînes de valeur mondiales et politiques de croissance tirée par les exportations avec un taux de création d'emplois plus élevé
 - ✓ Attirer et absorber les IDE avec un minimum d'impact sur les firmes locales « protégées ».
- **Passage de la ZFE aux « Zones économiques spéciales » (ZES/SEZ)**
 - ✓ En plus de la « zone Franche » parc technologique, services, parc vert, tourisme, etc.

Voir : TRANSNATIONAL CORPORATIONS, Special Issue on Special Economic Zones ; Vol.26 • 2019 • Number 2 ; https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diaeia2019d2_en.pdf#page=151

Typologie des SEZ d'après la CNUCED

Économies à revenu intermédiaire

- Soutenir la mise à niveau industrielle
- Promouvoir l'intégration et la mise à niveau de la GVC
- Se concentrer sur la diffusion et les retombées des technologies
- Zones spécialisées axées sur les industries à forte intensité de GVC (automobile, électronique, ...)
- Zones de services (par exemple, externalisation des processus d'entreprise, centres d'appel)

Les économies à faible revenu

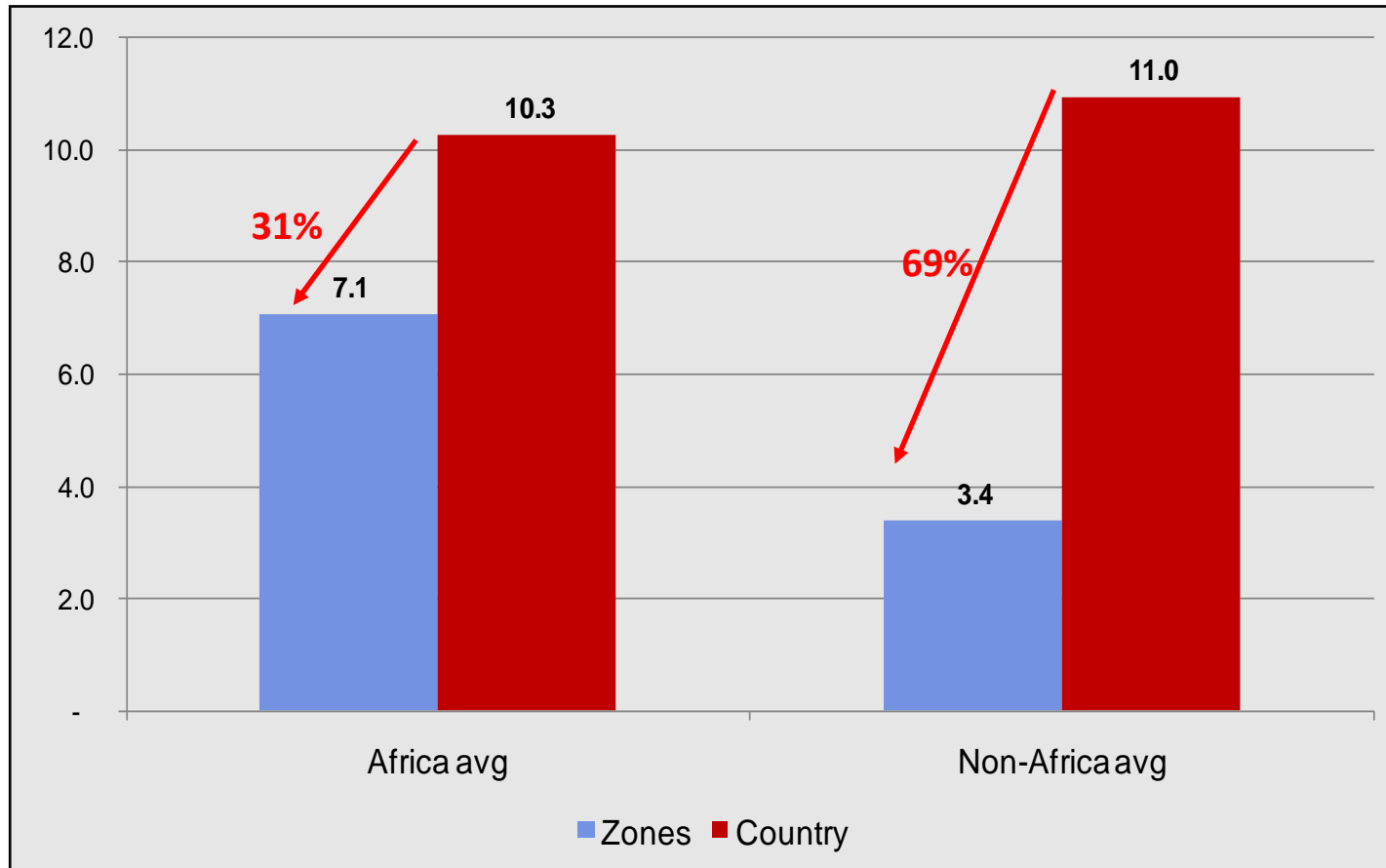
- Stimuler le développement et la diversification industriels
- Compenser les faiblesses du climat d'investissement
- Mettre en œuvre ou piloter des réformes des entreprises dans une zone limitée
- Concentrer les investissements dans les infrastructures dans une zone limitée
- Se concentrer sur l'emploi direct et les avantages à l'exportation
- Zones multi-activités
- Zones à base de ressources visant à attirer les industries de transformation

Impact des EPZ sur le commerce : « Success Stories » ?

- **Effet de création de commerce** : droits de douane plus bas
- Solutions de « Second Best » (par rapport au libre-échange généralisé) : Élimination des effets contre-productifs des droits de douane élevés sur la compétitivité et les exportations des entreprises.
 - **Effet d'aubaine** : Délocalisation d'entreprises de leur emplacement initial dans le pays vers la zone
 - **Effet de détournement des échanges** : les exportations de la zone franche industrielle au détriment des exportations du reste du pays. Substitution d'intrants importés à un fournisseur national moins compétitif

Facilitation des échanges mais...

Temps moyen nécessaire aux importations (par le port maritime principal) pour le dédouanement (en jours) *Source: Farole (2011)*



- Les contrôles simplifiés aux douanes augmentent le risque de fraude.
- Cette absence de contrôle pose des problèmes dans les domaines de la propriété intellectuelle, de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, de la fraude à la valeur en douane
- La dissimulation du ou des noms des véritables bénéficiaires effectifs est plus simple.
- La plupart des logiciels des zones franches ne sont pas intégrés aux systèmes informatiques des douanes. (voir : FATF Report, Money Laundering vulnerabilities of FTZ, March 2010)

La face cachée de certaines zones franches

- Source de nouvelles distorsions et de concurrence déloyale avec les entreprises nationales en dehors de la zone franche
- Zones de non-droit avec des ateliers clandestins et des normes de travail peu élevées
- Commerce illégal : une fois introduites dans une zone franche, les marchandises de contrefaçon peuvent faire l'objet d'une série d'opérations économiques (assemblage, fabrication, transformation, entreposage, reconditionnement, réétiquetage, ...). Une fois ces opérations terminées, les marchandises peuvent être importées directement sur le territoire national de l'État hôte ou réexportées vers une autre zone franche, où le processus est répété...
- Blanchiment d'argent

Les FTZ/SEZ en Afrique

- Guide sur les ZES en Afrique (CNUCED) : https://unctad.org/system/files/official-document/diaeia2021d3_fr.pdf

Carte 2 – Zones franches en Afrique subsaharienne

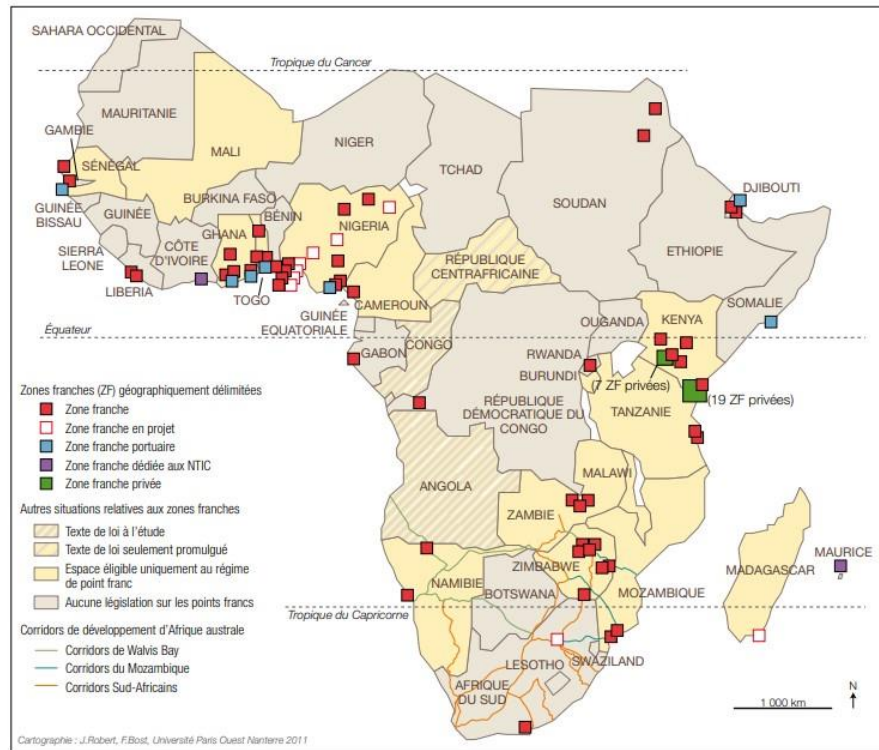
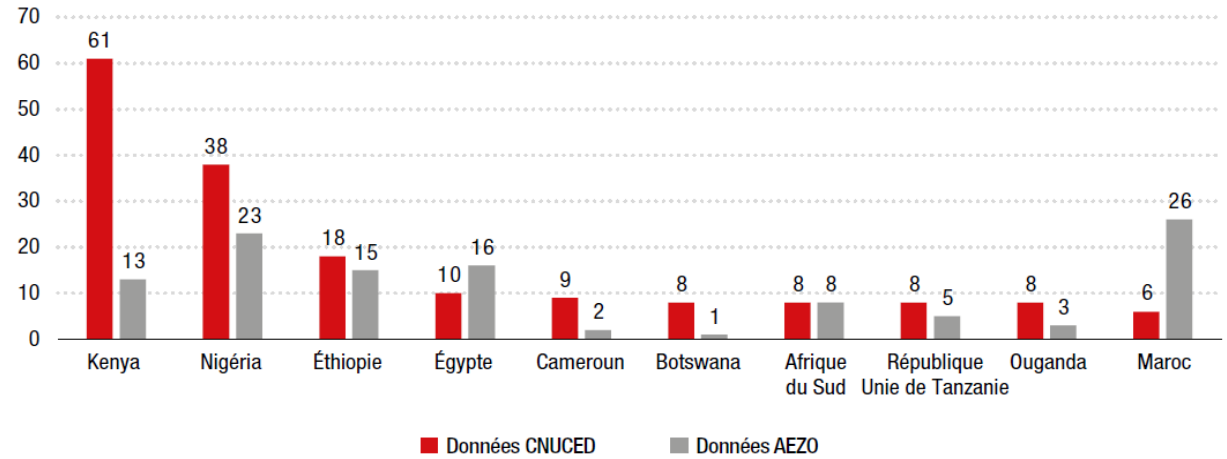
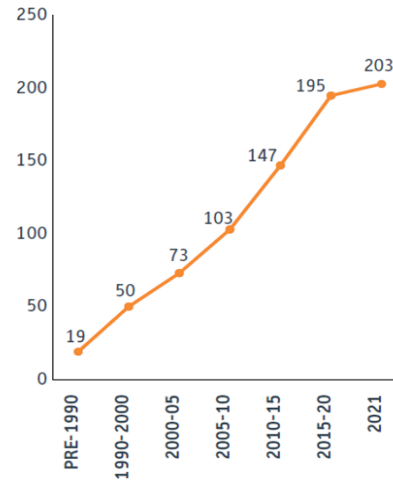


Figure 4. Pays africains comptant le plus de ZES



Source : CNUCED & AEZO.

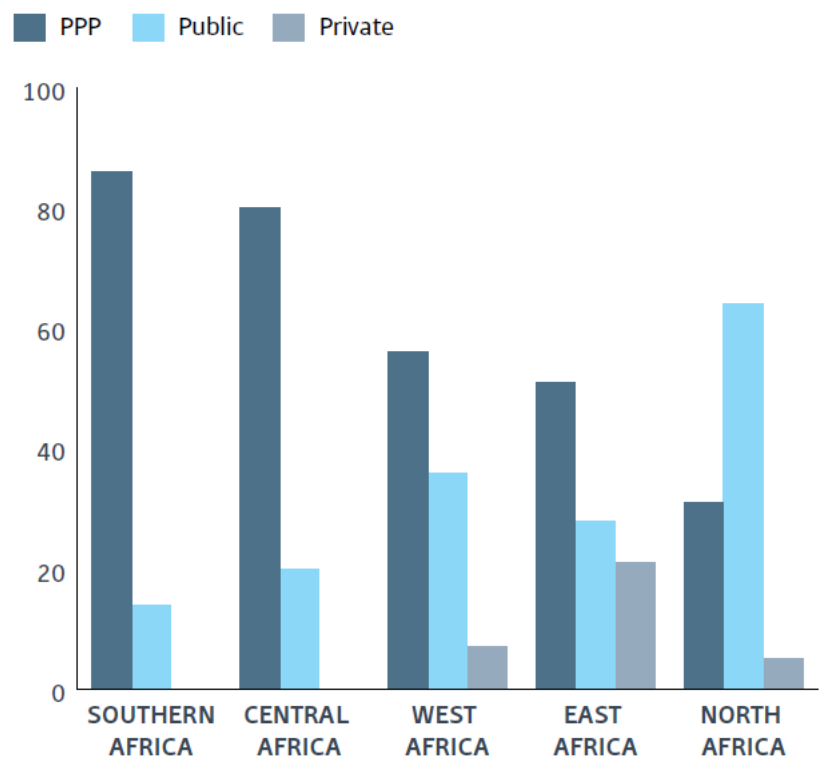
Number of economic zones in Africa



- AEZO : https://mfzly.com/wp-content/uploads/2021/12/AEZO_Focus_Report-1.pdf

Business Models

Economic zone business model by region, 2021 (%)



- AEZO : https://mfzly.com/wp-content/uploads/2021/12/AEZO_Focus_Report-1.pdf

Tableau 1 – Les zones franches en Afrique de l’Ouest et leurs spécificités

Pays	Dates d’instauration des textes de loi	Zones franches commerciales	Zones franches d’exportation	Points francs
Bénin	2005	–	1 zone franche industrielle	–
Burkina Faso	–	–	–	–
Cap-Vert	1989	–	1 zone franche industrielle	–
Côte d’Ivoire	2004	–	1 zone franche technologique (Village des technologies de l’information, de la communication et des biotechnologies)	–
Gambie	2002	1 port franc	1 zone franche industrielle	–
Ghana	1995	2 ports francs (Tema et Takoradi) ; 1 zone franche aéroportuaire (Kotoka)	4 <i>Export processing zones</i> : Tema, Takoradi (2) et Kumasi	environ 150 <i>Single Factory Enterprises</i>
Guinée	–	–	–	–
Guinée-Bissau	–	–	–	–
Liberia	1948	1 port franc (Monrovia)	1 zone franche industrielle	–
Mali	1991	–	–	quelques points francs seulement
Mauritanie	2002	–	–	quelques points francs seulement
Niger	–	–	–	–
Nigeria	1991	–	9 <i>Free trade zones</i> en activité ; 10 en construction, 3 projets	<i>Export Processing Factories</i> (peu nombreuses)
Sénégal	1974	1 zone économique spéciale (ZES) en cours de construction	1 zone franche industrielle (Dakar)	une dizaine de points francs, environ 180 entreprises franches d’exportation (EFE)
Sierra Leone	–	–	–	–
Tchad	–	–	–	–
Togo	1989	1 port franc (Lomé)	4 Zones franches de transformation pour l’exportation (ZFTE) : 3 à Lomé et 1 à Kara	une quarantaine de points francs

Source : F. Bost (2010). Atlas mondial des zones franches.

ENJEUX OUEST-AFRICAINS / N°04, NOVEMBRE 2011

© Secrétariat du Club du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest (CSAO/OCDE)

<https://www.oecd.org/fr/csao/publications/49815538.pdf>

<http://observatoire-europe-afrique-2020.org/wp-content/uploads/2016/02/ZFID-Mbao-Senegal.pdf>

Le Sénégal et les ZFE

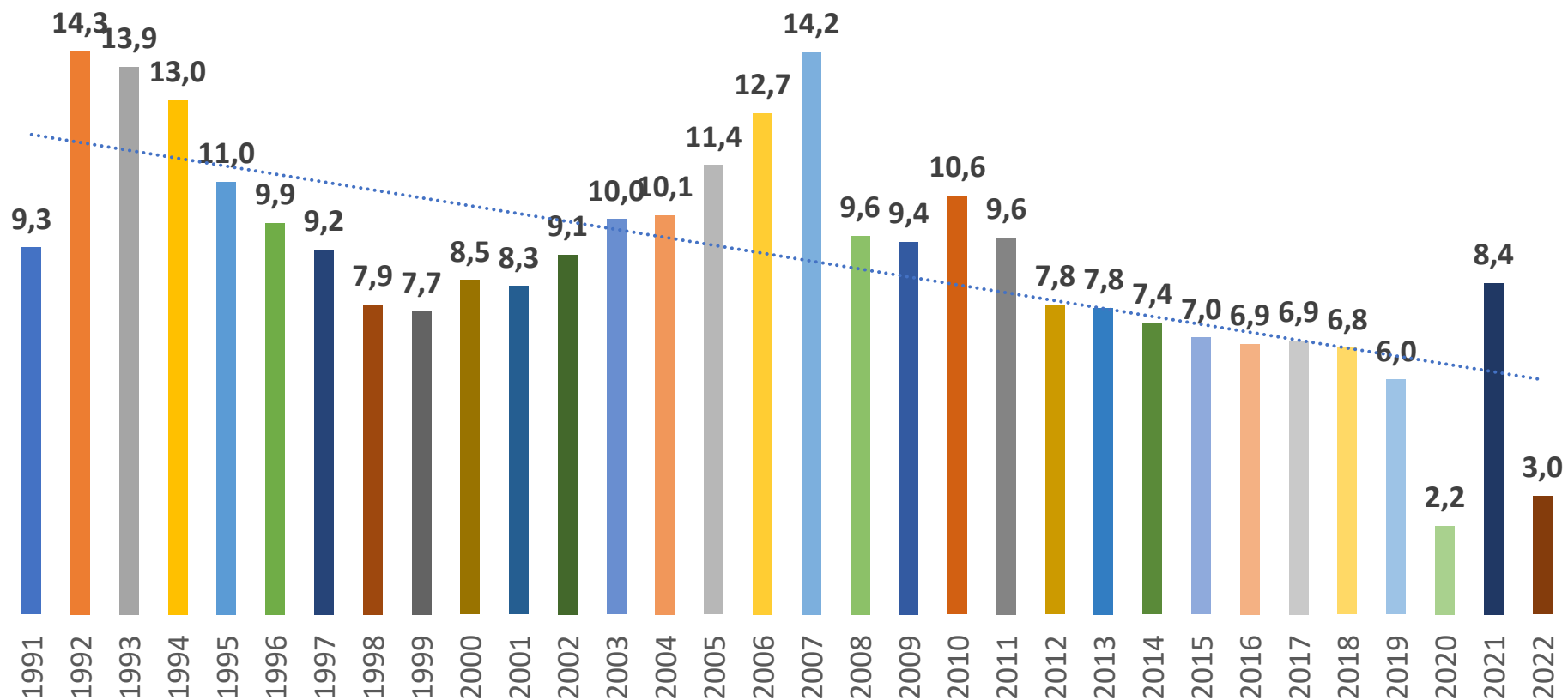
- La **zone franche** est une enclave territoriale en vue de faire considérer les marchandises qui s'y trouvent comme n'étant sur le territoire douanier pour l'application des droits et taxes dont elles sont passibles en raison de l'importation, ainsi que des restrictions quantitatives. Les entreprises industrielles **doivent avoir une vocation exportatrice (au moins 60%)**. L'agrément est délivré par décision de l'administrateur de la zone, après avis du comité d'agrément qui regroupe les représentants des ministères.
- **Points francs (*free point*)** : aires géographiquement délimitées, entièrement clôturées et occupées par une seule entreprise soumise à une présence permanente du service des douanes. Il est accordé aux entreprises qui **exportent pour au moins 80%** de leur production. L'entreprise agréée au statut de point franc peut être établie à tout endroit du territoire douanier. Les matières premières, les produits semi-finis et les biens d'équipements nécessaires au bon fonctionnement des entreprises installées dans la zone sont admissibles en exonération des droits et taxes. Les conditions d'agrément sont les mêmes que pour le régime de la Zone franche.
- **Entreprise franche d'exportation (EFE)** : unité de production industrielle, agricole ou de télé-services installée sur le territoire douanier et qui **destine la totalité ou 80% de sa production à l'exportation**.



3 – Un modèle de croissance par les exportations. Le “miracle chinois”

Le " miracle " chinois

Gross domestic product, constant prices, Percent change



Les composantes du modèle de développement chinois

Facteurs internes

- Réforme agricole
- Ouverture aux entreprises privées
- Éducation
- Investissement public et développement des infrastructures
- Construction immobilière

Facteurs externes – Commerce international

- Ouverture de la Chine vs ouverture des autres pays (OMC)
- Attraction des investissements étrangers dans les « zones spéciales »
- Intégration en aval de la chaîne mondiale de valeur et spécialisation dans l'industrie...
- ... essentiellement l'assemblage de composants souvent importés (faible contenu en VA)

Les limites du modèle chinois

- Forte dépendance de ses exportations à la demande mondiale mais assez faible « élasticité » du PIB par rapport aux exportations du fait de leur faible contenu en valeur ajoutée
- « Piège » à la spécialisation en aval : faible qualification, dépendance technologique, forte concurrence, ...
- Augmentation des salaires et perte de compétitivité par rapport aux autres pays à bas salaires (Vietnam, Cambodge, Inde, Afrique,...).
- Accroissement des inégalités (y compris régionales)
- Vieillesse de la population
- Forte fragilité financière (immobilier, infrastructures...).
- Grands projets coûteux à la rentabilité incertaine : « routes de la soie » (One belt, one road); Made in China 2025...
- Failles du système politique (stratégie « zéro covid »)



Difficile (mais possible) évolution du modèle chinois orienté vers la demande de consommation (diminution de l'épargne) et la remontée vers l'amont du processus de production et la maîtrise des nouvelles technologies